



emmaüs

INTERNATIONAL

PROVOCATEURS DE CHANGEMENT

COMMUNIQUE DE PRESSE

Vendredi 17 avril 2020

Solidarité avec les luttes paysannes pour un monde durable

La crise sanitaire actuelle met à jour les failles d'un système économique fondé sur une agriculture intensive insoutenable et génératrice d'inégalités et d'exclusion. Une crise alimentaire se profile, la survie de l'agriculture paysanne est aujourd'hui en jeu.

En ce jour international de commémoration des luttes paysannes, Emmaüs International rappelle l'enjeu de son combat pour une justice sociale et environnementale pour un monde durable, et appelle les gouvernements à mettre en œuvre sans plus attendre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

La crise sanitaire liée au Covid19 met en lumière une crise politique aigue d'un système générateur d'inégalités, qui fragilise toujours davantage les plus exclu.es. Alors que des plans de relance sont en discussion au plus haut niveau des instances internationales pour maintenir à flot des pans entiers de l'économie, rien n'est dit sur l'aide aux travailleurs précaires et paysan.nes. Sans réaction urgente des gouvernements, ces populations seront alors probablement les plus affectées, elles qui sont déjà confrontées à des situations de grande pauvreté à travers le monde: ni chômage, ni assurance, ni couverture maladie universelle. Aujourd'hui contraintes au confinement, elles sont exposées à un grave manque de ressource avec comme conséquence un manque d'accès à l'eau, à la nourriture, et aux services de base trop souvent payants et inabordables.

Aux risques sanitaires accrus auxquels font donc face les travailleurs des secteurs informels et les paysan.nes, et dont l'Organisation Internationale du Travail s'est fait l'écho¹, s'ajoute le risque d'une crise alimentaire sans précédent. Celle-ci pourrait concerner au moins 113 millions de personnes, déjà confrontées à une situation d'insécurité alimentaire « aigüe » avant la crise, selon le Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).²

En septembre 2018, Emmaüs International a tenu le premier Forum des alternatives portées par les plus exclu.es. L'impératif d'assurer l'objectif de **souveraineté alimentaire** par une **agroécologie au service des plus vulnérables**, a été fortement affirmé, à la lumière des alternatives concrètes portées chaque jour par les groupes Emmaüs en Inde, au Bangladesh, au Bénin, au Chili, et notamment : la protection des semences traditionnelles, le refus d'une agriculture intensive qui épuise les ressources en eau, la fabrication d'engrais et de pesticides à partir de matières organiques pour ne plus recourir aux intrants chimiques et à l'endettement qu'il induit, la formation à l'agroécologie.

En solidarité avec l'appel à commémoration porté par Via Campesina depuis 1996 en hommage aux paysan.nes du Mouvement Sans Terre assassiné.es le 17 avril 1996, Emmaüs International engage les décideurs politiques à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysan.nes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, adoptée en décembre 2018, afin d'éviter non seulement l'affaiblissement d'une agriculture paysanne vivrière et vertueuse, mais aussi une crise alimentaire aux conséquences dévastatrices.

¹ <https://news.un.org/en/story/2020/04/1061322>

² <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1269763/icode/>

